

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/71/ATG
6 mars 2002

(02-1124)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

SUBVENTIONS

Nouvelle notification complète présentée conformément à l'article XVI:1 du GATT de 1994 et à l'article 25 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires

ANTIGUA-ET-BARBUDA

Le Ministère du commerce, de l'industrie et du développement économique d'Antigua-et-Barbuda a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 27 février 2002.

Conformément à l'article XVI:1 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) de 1994 et à l'article 25 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires ("ci-après dénommé l'Accord SMC"), Antigua-et-Barbuda présente une nouvelle notification complète des programmes pour lesquels nous demandons une prorogation de la période de transition au titre de l'article 27.4 (G/SCM/N/74/ATG), conformément au document G/SCM/39 du Secrétariat.

Après une analyse plus poussée de l'article 27.4, il a été établi que la Loi de 1954 sur l'aide à l'hôtellerie, chapitre 207, la Loi sur les pêcheries, chapitre 173, les exonérations accordées à l'industrie de la pêche aux termes de la Loi n° 27 de 1993 sur les droits de douane d'Antigua-et-Barbuda et de la Loi n° 28 de 1993 sur la taxe à la consommation, le Mécanisme de garantie de crédits à l'exportation de la Banque centrale des Caraïbes orientales, ainsi que toutes les autres entreprises que le gouvernement a prises en considération et auxquelles ont été accordés des avantages jugés appropriés par le Cabinet, ne relevaient pas dudit article. Ils n'ont donc pas été inclus dans la présente notification.

Conformément à l'article 25.7 de l'Accord SMC, la présente notification ne préjuge ni du statut juridique des programmes notifiés au titre du GATT de 1994 et de l'Accord SMC, ni de leurs effets au regard de l'Accord SMC, ni encore de la nature des programmes eux-mêmes.

Au titre de l'article 25 de l'Accord SMC et de l'article XVI:1 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) de 1994, Antigua-et-Barbuda présente une nouvelle notification complète conformément au document G/SCM/39 du Secrétariat, en ce qui concerne les programmes indiqués dans le document initialement soumis (G/SCM/N/74/ATG).

La législation autorisant les programmes notifiés est jointe à la notification.

Il convient de noter que les éléments des programmes notifiés, y compris les subventions accordées au titre de ces programmes ne comportent pas nécessairement tous des subventions à l'exportation.

Antigua-et-Barbuda rappelle que, conformément à l'article 25.7 de l'Accord SMC, la présente notification ne préjuge ni du statut juridique de celle-ci au regard du GATT de 1994 ou dudit accord, ni de ses effets au regard dudit accord, ni encore de la nature du programme ou de la mesure notifié; de plus, la notification d'un programme ou d'une mesure ne préjuge pas de sa nature pour ce qui est de la question de savoir si il ou elle peut donner lieu ou non à une action.

Programmes

Loi sur les incitations fiscales, chapitre 172 (décembre 1975)

Loi n° 12 de 1994 portant création de la zone franche et zone industrielle

Programme I

1. Description du programme

La Loi sur les incitations fiscales vise à fournir des incitations à l'industrie, à mobiliser des capitaux pour les orienter vers de nouveaux investissements et à attirer des investissements et des capitaux privés étrangers.

2. Période sur laquelle porte la notification

État du programme au 1^{er} septembre 2001.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Attirer des investisseurs privés qui contribueront à l'expansion recherchée de la production nationale, afin de promouvoir la croissance économique, le développement et une augmentation de l'emploi dans une économie diversifiée.

4. Fondement et législation

Fondement

La promotion des investissements privés fait partie intégrante du plan de développement d'Antigua-et-Barbuda, le pays s'efforçant toujours de diversifier la production et de réduire sa dépendance à l'égard du tourisme. L'expansion économique crée une demande de devises. Ayant des ressources limitées, Antigua-et-Barbuda a sans cesse besoin d'apports de ressources, et l'une des meilleures façons d'en obtenir est de stimuler les investissements étrangers directs.

La Loi sur les incitations fiscales a été adoptée pour donner effet à un accord sur l'harmonisation des incitations fiscales en faveur de l'industrie dans les pays de la CARICOM.

Législation

Loi sur les incitations fiscales, chapitre 172 (décembre 1975).

5. Forme de la subvention

La Loi sur les incitations fiscales prévoit les allégements fiscaux suivants:

- Exonération des droits de douane et de la taxe à la consommation sur les installations, les équipements, les machines, les pièces détachées, les matières premières, ou leurs composants, pour une période de dix (10) à quinze (15) ans, en fonction du groupe dont relève l'entreprise. Le Contrôleur des douanes et de l'accise doit en outre être convaincu que les éléments susmentionnés sont nécessaires:
 - a) pour construire, modifier, reconstruire ou agrandir une entreprise agréée, c'est-à-dire déclarée comme telle par décret du ministre responsable de la branche de production; ou
 - b) pour équiper une entreprise aux fins de la fabrication d'un produit agréé, c'est-à-dire déclaré comme tel par décret du ministre responsable de la branche de production.
- Exonération complète ou partielle de l'impôt sur le revenu exigible sur les bénéfices tirés de la vente d'un produit agréé à compter de la date de production pour une période ne dépassant pas le délai accordé à l'entreprise, c'est-à-dire de dix à 15 ans.

Lorsque les actionnaires ou leurs représentants ne résident pas à Antigua-et-Barbuda, ils sont exonérés de l'impôt sur le revenu pour les dividendes, relativement au montant d'impôt qui dépasse le montant dû par les actionnaires dans leur pays de résidence.

-
- Lorsque les bénéfices à l'exportation résultant de l'exportation d'un produit agréé représentent au moins 10 pour cent du montant total des bénéfices de l'entreprise, un allégement sous forme de crédit d'impôt est accordé sur les bénéfices obtenus à l'exportation.

8. À qui et comment la subvention est accordée

Les incitations fiscales sont accordées aux investisseurs privés, tant étrangers que locaux, afin de faciliter le développement de divers secteurs, notamment les secteurs manufacturier, agroalimentaire et agricole.

La demande soumise au ministre responsable du secteur, par l'entreprise ou au nom de celle-ci, indique ce qui suit:

-
- le lieu ou lieu proposé de l'usine;
- la date de construction;
- la date de production;
- le produit agréé déjà en fabrication ou dont la fabrication est prévue; et
- tous les renseignements pertinents aux fins de la détermination de la valeur ajoutée locale.

Si le ministre est convaincu qu'il est dans l'intérêt public d'accorder des incitations à l'entreprise, il peut, par décret publié au Journal officiel, déclarer que l'entreprise a le statut d'entreprise agréée, lequel prend effet à compter de la date précisée dans le décret.

L'exonération fiscale temporaire est accordée pour les droits d'importation, l'impôt sur le revenu et les bénéfices à l'exportation sont accordés pour une période appelée la "période d'exonération fiscale temporaire", en fonction du groupe dont relève l'entreprise.

Cinq groupes d'entreprises bénéficient d'une exonération fiscale temporaire selon le schéma suivant:

- entreprises du groupe I, dans lesquelles la valeur ajoutée locale représente au moins 50 pour cent du montant obtenu de la vente d'un produit agréé: jusqu'à 15 ans;
- entreprises du groupe II, dans lesquelles la valeur ajoutée locale représente de 25 à 50 pour cent des ventes: jusqu'à 12 ans;
- entreprises du groupe III, dans lesquelles la valeur ajoutée locale représente de 10 à 25 pour cent des ventes: jusqu'à dix ans;
- entreprises enclavées, dont la production est exclusivement destinée à l'exportation: jusqu'à 15 ans;
- entreprises à forte intensité de capital, dans lesquelles l'investissement en capital s'élève au moins à 25 millions de dollars EU: jusqu'à 15 ans.

Remarque: La valeur ajoutée locale s'entend du montant des recettes tirées de la vente d'un produit pendant une période continue de 12 mois, dont sont déduits les éléments suivants:

1. le coût des matières premières importées, des composants et de leurs éléments, des combustibles et des services;
2. les traitements et salaires versés aux ressortissants des États membres de la CARICOM;
3. les bénéfices et dividendes distribués aux ressortissants étrangers; et
4. les intérêts, frais de gestion et autres versements de revenus à des personnes (y compris des sociétés) qui ne sont pas résidentes d'un État membre; et
5. l'amortissement des installations, machines et équipements importés.

La valeur ajoutée locale est pondérée par les traitements ou salaires versés à des ressortissants d'un État membre de la CARICOM, exprimés en pourcentage du montant total des ventes du produit agréé, et calculée selon la formule ci-dessous:

$$\frac{V(100 + S)}{100}$$

V représente la valeur ajoutée locale, exprimée en pourcentage du montant total des ventes du produit agréé;

S représente les traitements et salaires versés aux ressortissants d'un État membre, exprimés en pourcentage du montant total des ventes du produit agréé.

La Loi sur les incitations fiscales offre aux sociétés des incitations non fiscales, sous la forme d'un abattement d'une partie de leur impôt sur le revenu, en fonction de leurs bénéfices à l'exportation exprimés en pourcentage des bénéfices totaux. Toutes les entreprises (entreprises du groupe I, II ou III, enclavées, ou à forte intensité de capital) sont admises à en bénéficier. Toutefois, elles ne le

sont que lorsque la période d'exonération fiscale temporaire a pris fin, et uniquement pour cinq ans, de la manière indiquée dans le tableau ci-dessous:

Abattement de l'impôt sur le revenu en fonction des bénéfices à l'exportation

Bénéfices à l'exportation exprimés en pourcentage de l'impôt sur les bénéfices totaux	Abattement de l'impôt sur le revenu exprimé en pourcentage de l'impôt sur les bénéfices à l'exportation
10 – 20	25
21 - 40	35
41 - 60	45
61 - 100	50

7. **Montant unitaire de la subvention**

Au 1^{er} septembre 2001, environ 29 entreprises étaient enregistrées au titre de la Loi sur les incitations fiscales. Ci-dessous se trouve la ventilation des secteurs/entreprises et des ventes:

Secteurs	Entreprises/sociétés	Ventes (en dollars EU)
Boissons	2	9 400 000
Condiments	3	100 000
Détergents	2	1 500 000
Vêtements	6	1 200 000
Industries légères	2	8 097 464
Autres	14	1 800 000

8. **Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention, y compris la date de son institution/de sa mise en application**

Ce programme a été établi en 1975. Sa durée d'application est de dix (10) ans.

9. **Données statistiques permettant d'évaluer les effets du programme**

Importations/exportations de marchandises (en millions de dollars EU)*

	1995	1996	1997	1998	1999	2000 (prévues)
Exportations (f.a.b.)	53,1	38,9	38,8	37,4	35,9	39,9
Importations (f.a.b.)	301,8	321,8	325,8	344,3	339,2	375,0

* Sources: Banque centrale des Caraïbes orientales; estimations et prévisions du personnel du FMI.

Remarque: Les données ci-dessus sont les données concernant le commerce effectif d'Antigua-et-Barbuda et non le commerce visé par ce programme.

Programme 2

1. Description du programme

La Loi portant création de la zone franche et zone industrielle vise à attirer des investissements et des capitaux privés étrangers et locaux destinés à diverses entreprises de fabrication et de services.

2. Période sur laquelle porte la notification

1^{er} septembre 2001.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Attirer les investisseurs privés qui contribueront à la croissance et au développement des services informatiques et services de télécommunication connexes. Attirer des investissements dans l'industrie pharmaceutique et dans d'autres industries légères.

4. Fondement et législation

Fondement

La promotion des investissements privés fait partie intégrante du plan de développement d'Antigua-et-Barbuda, qui s'efforce toujours de diversifier la production, réduire sa dépendance à l'égard du tourisme et favoriser l'établissement de certaines entreprises de fabrication et de services à Antigua-et-Barbuda.

Législation

Loi n° 12 de 1994 portant création de la zone franche et zone industrielle.

5. Forme de la subvention

La Loi portant création de la zone franche et zone industrielle prévoit les allégements fiscaux suivants:

- a) exonération des droits de douane, des taxes de consommation et d'autres taxes sur les machines, équipements, pièces détachées, matériaux de construction et autres biens importés pour construire et exploiter des installations dans la zone franche et zone industrielle;
- b) exonération des droits de douane, des taxes de consommation et d'autres taxes sur les matières premières et autres biens importés qui doivent être incorporés dans les marchandises produites ou assemblées dans la zone franche et zone industrielle;
- c) exonération d'impôt sur le revenu et d'autres taxes de toutes sortes, à l'exception des cotisations aux régimes de sécurité sociale et de maladie ainsi que des taxes scolaires, sur les gains réalisés par toute personne du fait qu'elle exerce une activité industrielle ou commerciale dans la zone franche et zone industrielle;
- d) exonération des taxes à l'exportation ou des prélèvements perçus sur les marchandises ou articles produits ou fabriqués dans la zone franche et zone industrielle qui sont exportés d'Antigua-et-Barbuda;

- e) exonération des taxes de toute nature sur le rapatriement des bénéfices réalisés dans la zone franche et zone industrielle;
- f) exonération des taxes ou des prélèvements perçus par le gouvernement à l'égard de toute activité industrielle ou commerciale exercée dans la zone franche et zone industrielle.

Afin d'obtenir une licence leur permettant d'exercer des activités dans la zone franche et zone industrielle, les entreprises doivent présenter au Commissaire une demande selon la forme prescrite. Le Commissaire soumet ensuite la demande à la Commission aux fins de son examen et agrément.

L'octroi d'une licence dépend des facteurs suivants:

1. le niveau d'investissement;
2. la capacité de création d'emplois du projet;
3. la capacité du projet de générer des devises étrangères;
4. l'adaptabilité de la technologie et les possibilités de transfert;
5. l'impact sur l'environnement.

Le droit de licence, qui varie entre 10 000 dollars EU et 20 000 dollars EU, ne dépend pas de la taille du projet.

6. Les incitations permettant d'exploiter une entreprise dans la zone franche et zone industrielle sont accordées aux investisseurs privés, tant étrangers que locaux, afin de faciliter le développement de divers secteurs, notamment certaines entreprises de fabrication et de services.

7. Aucun renseignement statistique n'est disponible puisque la première licence accordée à une entreprise de fabrication afin qu'elle puisse exercer des activités dans la zone franche et zone industrielle n'a été délivrée que lors du dernier trimestre de 2001. À l'heure actuelle, l'usine est encore en voie de construction et l'exploitation de la société n'est prévue que pour le troisième trimestre de 2002.

8. Durée de la subvention

Le programme a été établi en 1994. Toutefois, la première licence accordée à une entreprise de fabrication afin qu'elle puisse exercer des activités dans la zone franche et zone industrielle n'a été délivrée que lors du dernier trimestre de 2001.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets du programme**Importations/exportations de marchandises (en millions de dollars EU)***

	1995	1996	1997	1998	1999	2000 (prévues)
Exportations (f.a.b.)	53,1	38,9	38,8	37,4	35,9	39,9
Importations (f.a.b.)	301,8	321,8	325,8	344,3	339,2	375,0

* Sources: Banque centrale des Caraïbes orientales; prévisions et estimations du personnel du FMI.

Remarque: Les données ci-dessus sont les données concernant le commerce effectif d'Antigua-et-Barbuda et non le commerce visé par ce programme. La première licence accordée à une entreprise de fabrication afin qu'elle puisse exercer des activités dans la zone franche et zone industrielle n'a été délivrée que lors du dernier trimestre de 2001. À l'heure actuelle, l'usine est encore en voie de construction et l'exploitation de la société n'est prévue que pour le troisième trimestre de 2002.

CHAPITRE 172

LA LOI SUR LES INCITATIONS FISCALES

Table des matières

1. Titre abrégé.

PARTIE I

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

2. Interprétation.
3. Calcul de la valeur ajoutée locale.
4. Détermination de la valeur du contenu.
5. Non-résident.
6. Octroi du statut de produit agréé.
7. Octroi du statut d'entreprise agréée.
8. Demandes d'agrément.
9. Objections aux propositions visant l'agrément d'un produit ou d'une entreprise.
10. Pouvoir discrétionnaire absolu du ministre et du Cabinet en matière d'agrément.
11. Classification des entreprises.
12. Avantages aux entreprises d'une industrie à forte intensité de capital.

PARTIE II

DISPOSITIONS RELATIVES À L'IMPÔT SUR LE REVENU

13. Exonération de l'impôt sur le revenu.
14. Déduction de l'amortissement cumulé.
15. Déduction pour dépenses d'investissement.

16. Compensation.
17. Report des pertes à des fins de compensation.
18. Possibilité d'une déduction au titre des exportations.
19. Dividendes.
20. Intérêts.

PARTIE III

DISPOSITIONS RELATIVES AUX DROITS DE DOUANE

21. Licence d'importation.
22. Enregistrement et inspection des produits.
23. Restrictions concernant la vente ou autre cession des produits.

PARTIE IV

DISPOSITIONS DIVERSES

24. Retard dans la mise en construction ou fabrication.
25. Révocation du décret.
26. Restrictions à l'utilisation d'une usine.
27. Évaluation du rendement des entreprises.
28. Transfert du statut d'entreprise agréée.
29. Règlements.
30. Publication au Journal officiel.
31. Réserve.

ANNEXE

INCITATIONS FISCALES (15 décembre 1975)

**18/1975
23/1976**

Titre abrégé.

1. La présente loi peut être désignée sous le titre Loi sur les incitations fiscales.

PARTIE I

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Interprétation.

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi, sauf si le contexte l'exige autrement:

"avantage" s'entend de toute aide accordée à une entreprise agréée en vertu de la présente loi;

"Commissaire" s'entend de la personne qui exerce les fonctions de Commissaire du revenu intérieur et comprend notamment tout agent dûment autorisé à agir en son nom;

"Contrôleur" s'entend du Contrôleur des douanes;

"date de construction" s'entend de la date précisée dans un décret pris au titre de l'article 7;

"date de production" s'entend de la date précisée dans un décret pris au titre de l'article 7;

"entreprise" s'entend de toute société enregistrée à Antigua-et-Barbuda en vertu de la Loi sur les sociétés;

"entreprise agréée" s'entend d'une entreprise agréée par le ministre au titre de l'article 7 dans le but de lui conférer un avantage au sens de la présente loi;

"entreprise du groupe I" s'entend d'une entreprise dans laquelle la valeur ajoutée locale représente au moins 50 pour cent du montant des ventes d'un produit agréé;

"entreprise du groupe II" s'entend d'une entreprise dans laquelle la valeur ajoutée locale représente au moins 25 pour cent mais moins de 50 pour cent du montant des ventes d'un produit agréé;

"entreprise du Groupe III" s'entend d'une entreprise dans laquelle la valeur ajoutée locale représente au moins 10 pour cent mais moins de 25 pour cent du montant des ventes d'un produit agréé;

"entreprise enclavée" s'entend d'une entreprise produisant exclusivement pour l'exportation vers des pays en dehors du Marché commun;

"industrie" s'entend d'un secteur d'activité de l'industrie manufacturière ou de transformation, y compris la pêche hauturière, notamment à la crevette lorsqu'elles font partie d'une opération intégrée de traitement, à l'exclusion de l'agriculture et du tourisme;

"industrie établie" s'entend d'une branche de production qui dessert plus de 90 pour cent du marché intérieur d'un produit donné;

"Marché commun" et "État membre" s'entendent de tous les États qui sont parties au Traité établissant le Marché commun des Caraïbes;

"produit agréé" s'entend d'un produit agréé par le Cabinet au titre de l'article 6, en vue de sa fabrication par une entreprise agréée;

"ressortissant" s'entend de celui qui est citoyen d'un État membre ou qui, en raison de ses liens avec un État membre, peut être considéré comme appartenant à cet État ou comme en étant originaire ou résident aux fins de la Constitution de cet État ou de la législation en vigueur en matière d'immigration, selon le cas;

"usine" s'entend de tout lieu dans lequel ou dans l'enceinte duquel des personnes sont ou seront engagées dans un processus lié à l'une ou l'autre des activités suivantes:

- a) la production d'un produit agréé;
- b) la transformation, en vue de la vente, d'un produit agréé, c'est-à-dire d'un lieu dans lequel ou près duquel un travail est ou sera exécuté à titre commercial ou en vue de réaliser un bénéfice, auquel a accès l'entreprise agréée qui engage les employés ou les engagera, selon le cas, ou dont celle-ci a le contrôle;

"valeur ajoutée locale" s'entend du montant (exprimé en pourcentage de la valeur totale des ventes d'un produit agréé), par lequel la valeur des ventes de ce produit sur une période continue de 12 mois excède la somme des éléments suivants:

- a) la valeur des matières premières importées, des composants et de leurs éléments, des combustibles et des services;
- b) les traitements et salaires versés au cours de la période à des personnes qui ne sont pas ressortissantes d'un État membre;
- c) les bénéfices distribués ou versés directement ou indirectement à des personnes qui ne sont pas résidentes d'un État membre;
- d) les intérêts, frais de gestion et autres versements de revenus ou l'un quelconque de ces éléments bénéficiant directement ou indirectement à des personnes qui ne sont pas résidentes d'un État membre, autres qu'une succursale ou agence d'une banque non résidente d'un État membre;
- e) l'amortissement des installations, machines et équipements importés.

"vente" s'entend du produit de la vente sortie-usine d'un produit agréé.

Calcul de la valeur ajoutée locale

3. 1) La valeur ajoutée locale sera pondérée par les traitements ou salaires versés à des ressortissants d'un État membre, exprimés en pourcentage du montant total des ventes du produit agréé et calculée selon la formule ci-dessous:

$$\frac{V(10+S)}{100}$$

2) Aux fins du paragraphe 1):

- a) "V" représente la valeur ajoutée locale, exprimée en pourcentage du montant total des ventes du produit agréé;
- b) "S" représente les traitements et salaires versés aux ressortissants d'un État membre, exprimés en pourcentage du montant total des ventes du produit agréé.

Détermination de la valeur du contenu

4. Aux fins de la détermination de la valeur du contenu d'un composant produit par un État membre aux fins de l'alinéa a) de la définition de l'expression "valeur ajoutée locale", il ne sera tenu compte d'aucun élément du coût de ce composant autre que la valeur des matières premières importées qu'il contient.

Non-résident

5. 1) Aux fins des alinéas c) et d) de la définition de l'expression "valeur ajoutée locale", une entreprise est réputée ne pas résider dans un État membre, si elle est contrôlée directement ou indirectement par une personne qui n'est pas un résident d'un État membre (ci-après dénommée "non-résident").

2) Un non-résident est réputé contrôler une entreprise, s'il détient ou a le droit d'acheter la majeure partie des actions ordinaires intégralement libérées (non compris les actions sans droit de vote) de ladite entreprise.

Octroi du statut de produit agréé

6. 1) Sous réserve de l'article 9, le Cabinet peut, par voie de décret, déclarer qu'un produit manufacturé aura le statut de produit agréé aux fins de la présente loi, s'il est convaincu de ce qui suit:

- a) la fabrication du produit serait profitable à Antigua-et-Barbuda, compte tenu des facteurs économiques ou autres; et
- b) la fabrication du produit aurait un effet bénéfique sur le nombre d'emplois et les traitements bruts.

2) Un décret peut être pris au titre du paragraphe 1) à l'égard d'un produit fabriqué à Antigua-et-Barbuda à la date du décret.

3) Avant d'accorder à un produit fabriqué, en vertu du paragraphe 1), le statut de produit agréé aux fins de la présente loi, le Cabinet tient également compte des facteurs suivants:

- a) l'effet de la désignation sur les industries existantes;
- b) la question de savoir si la fabrication du produit nécessiterait l'utilisation de matières premières ou de compétences disponibles à Antigua-et-Barbuda;
- c) la question de savoir si la capacité existante de fabrication du produit est suffisante pour répondre à la demande du produit;
- d) l'élément de risque associé à la fabrication réussie du produit.

Octroi du statut d'entreprise agréée

7. 1) Sous réserve de l'article 9, le ministre peut, sur demande présentée par une entreprise ou au nom de celle-ci dans le but d'établir une industrie à Antigua-et-Barbuda, en vue de la fabrication d'un produit agréé, ou dans le cas d'une entreprise qui, lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, fabrique le produit ayant été déclaré produit agréé par décret pris au titre de l'article 6, octroyer à l'entreprise le statut d'entreprise agréée, par voie de décret, s'il est convaincu que l'entreprise:

- a) est ou sera adéquatement financée;
- b) dispose d'un personnel suffisamment qualifié ou peut obtenir les services d'un tel personnel;
- c) a accès aux renseignements techniques nécessaires;
- d) est en mesure d'obtenir des matières premières adéquates; et
- e) possède ou possédera l'usine nécessaire.

- 2) Chaque décret pris au titre du paragraphe 1) précise la date à laquelle, aux fins de la présente loi:
- a) la construction est réputée commencer; et
 - b) la production est réputée commencer.
- 3) Chaque décret pris au titre du paragraphe 1):
- a) indique l'usine à l'égard de laquelle il est possible de se prévaloir des avantages conférés en vertu de la présente loi;
 - b) peut préciser que son application se limite à une partie de l'usine ou à une catégorie, une qualité, une description, une classification ou un type particulier de produit; et
 - c) peut prévoir sa révocation en cas de violation ou de non-respect de ses conditions.

Demandes d'agrément

8. Une demande présentée au titre de l'article 7 doit indiquer ce qui suit:
- a) le lieu ou lieu proposé de l'usine dans laquelle l'entreprise fabrique ou a l'intention de fabriquer le produit agréé;
 - b) la date de construction de l'usine, qui ne peut intervenir plus de 12 mois après la date de la demande. Cependant, lorsqu'une usine existe déjà, la demande contient tous les renseignements pouvant permettre au ministre de préciser la date de construction;
 - c) la date à laquelle la production est susceptible de commencer, qui ne doit pas intervenir plus de 18 mois après la date de construction. Cependant, lorsque la production d'un produit agréé a déjà commencé, la demande contient tous les renseignements pouvant permettre au ministre de préciser la date à laquelle la production est réputée commencer;
 - d) le produit agréé qui est déjà en fabrication ou dont la fabrication est prévue; et
 - e) tous les renseignements pertinents aux fins de la détermination de la valeur ajoutée locale, pièces justificatives à l'appui.

Objections aux propositions visant l'agrément d'un produit ou d'une entreprise

9. 1) Avant qu'un décret ne soit pris au titre de l'article 6 ou 7, le ministre fait annoncer, à Antigua-et-Barbuda ou ailleurs s'il le juge nécessaire, qu'on s'apprête à lui demander ou à demander au Cabinet, selon le cas, d'examiner si, aux fins de la présente loi, un produit manufacturé devrait être considéré comme agréé, ou une entreprise devrait être considérée comme agréée.
- 2) L'annonce visée au paragraphe 1) contient les renseignements concernant le produit ou l'entreprise dont l'agrément est demandé que le ministre juge nécessaires, et invite toute personne ayant des objections à cet égard à en aviser le ministre.
- 3) L'annonce indique le délai dans lequel l'objection à l'agrément du produit ou de l'entreprise doit être présentée.

4) À moins que le délai ne soit prorogé par le ministre, toute objection reçue par celui-ci dans le délai précisé dans l'annonce est examinée par le Cabinet ou le ministre, selon le cas, avant qu'un décret ne soit pris au titre de l'article 6 ou 7, selon le cas.

Pouvoir discrétionnaire absolu du ministre et du Cabinet en matière d'agrément

10. Le Cabinet ou le ministre, selon le cas, a le pouvoir discrétionnaire absolu d'accorder ou de refuser l'agrément d'un produit ou d'une entreprise.

Classification des entreprises

11. 1) Sous réserve de l'article 21 4), une entreprise agréée peut obtenir des avantages au titre de la présente loi pendant une période ne dépassant pas la période applicable précisée dans l'annexe (ci-après appelée "période d'exonération fiscale temporaire"), si elle est classée dans l'une des catégories suivantes:

- a) entreprise du groupe I;
- b) entreprise du groupe II;
- c) entreprise du groupe III;
- d) entreprise enclavée.

2) Avant qu'une entreprise agréée ne soit classée dans le groupe I, groupe II ou groupe III, la valeur ajoutée locale calculée conformément à l'article 3 fait l'objet d'une estimation.

Avantages aux entreprises d'une industrie à forte intensité de capital. Annexe

12. 1) Lorsqu'une entreprise agréée fait partie d'une industrie à forte intensité de capital, le ministre peut, par voie de décret, lui accorder tout avantage prévu dans la présente loi pendant une période ne dépassant pas celle pendant laquelle un avantage peut être conféré à une entreprise enclavée conformément à l'annexe.

2) Aux fins du présent article et de l'article 27, l'expression "industrie à forte intensité de capital" s'entend d'une industrie dans laquelle l'investissement en capital s'élève au moins à 25 millions de dollars.

PARTIE II

DISPOSITIONS RELATIVES À L'IMPÔT SUR LE REVENU

Exonération de l'impôt sur le revenu. Chapitre 212

13. Nonobstant les dispositions de la Loi relative à l'impôt sur le revenu, mais sous réserve de l'article 17 de ladite loi, une entreprise agréée a droit à une exonération de l'impôt sur le revenu exigible sur les bénéfices résultant de la vente d'un produit agréé à compter de la date de production, relativement aux bénéfices et profits qui lui reviennent pendant la période d'exonération fiscale temporaire.

Déduction de l'amortissement cumulé

14. Lors du calcul des bénéfices d'une entreprise agréée aux fins de l'exonération de l'impôt sur le revenu prévue à l'article 13, il est tenu compte de l'amortissement dont la déduction pourrait être demandée cette année-là, en l'absence de l'exonération.

Déduction pour dépenses d'investissement

15. 1) Pendant la période d'exonération fiscale temporaire, les actifs de l'entreprise agréée sont amortis selon les montants dont la déduction est normalement autorisée pour l'usure par la Loi relative à l'impôt sur le revenu.

2) La déduction ne peut dépasser 20 pour cent des dépenses d'investissement engagées par l'entreprise pour les installations, machines et équipements après l'expiration de la période d'exonération fiscale temporaire.

Compensation

16. Toute perte subie par une entreprise agréée pendant la période d'exonération fiscale temporaire peut être compensée conformément à l'article 17.

Report des pertes à des fins de compensation. Chapitre 212 - Chapitre 14

17. 1) Nonobstant l'article 15 de la Loi relative à l'impôt sur le revenu et l'article 8 de la Loi sur l'aide aux industries pionnières, à l'expiration de la période d'exonération fiscale temporaire, les pertes nettes subies au cours de cette période peuvent être reportées aux fins de compensation lors du calcul des bénéfices de l'entreprise agréée pour la période de cinq ans suivant ladite période d'exonération.

2) Si le décret accordant à une entreprise le statut d'entreprise agréée est révoqué au titre de l'article 25, ladite entreprise est réputée être une entreprise agréée aux fins du report des pertes nettes subies avant la révocation du décret.

3) Aux fins du présent article, l'expression "pertes nettes" s'entend de l'excédent du total des pertes subies par rapport au total des bénéfices réalisés au cours de la période d'exonération fiscale temporaire.

Possibilité d'une déduction au titre des exportations

18. 1) Un allègement/abattement de l'impôt sur le revenu pour les bénéfices à l'exportation d'une entreprise résultant de l'exportation du produit agréé qu'elle fabrique ne peut être accordé qu'en conformité avec le présent article.

2) Aucun allègement ne sera accordé au titre du présent article:

- a) au cours de la période pendant laquelle l'entreprise bénéficie d'une aide accordée au titre des articles 7 et 13;
- b) à une entreprise exerçant une activité dans une industrie traditionnellement orientée vers l'exportation, pour un produit traditionnellement exporté par ladite industrie;
- c) pour l'exportation vers un État membre.

Étant entendu que l'allégement peut être accordé:

- i) pour une période n'excédant pas cinq ans immédiatement après l'expiration de la période d'exonération fiscale temporaire dans le cas des exportations vers le Guyana, la Jamaïque et Trinité-et-Tobago;
 - ii) au cours de la période de cinq ans à compter du 4 juillet 1973 pour les exportations vers le Guyana, la Jamaïque et Trinité-et-Tobago effectuées par une entreprise n'ayant bénéficié d'aucune aide au titre des articles 7 ou 13.
- 3) L'allégement ne sera accordé que sous forme de crédit d'impôt.
- 4) L'allégement sera accordé si les bénéfices à l'exportation représentent au moins 10 pour cent du montant total des bénéfices que l'entreprise tire de la vente du produit agréé, selon la formule énoncée dans le tableau ci-après.
- 5) L'allégement accordé n'excédera pas le pourcentage (de la totalité de l'impôt dû sur l'ensemble des bénéfices à l'exportation) précisé dans le tableau ci-dessous en regard du pourcentage des bénéfices à l'exportation tirés de la vente du produit agréé:

TABLEAU

Montant des bénéfices à l'exportation exprimé en pourcentage du total des bénéfices tirés de la vente du produit agréé	Pourcentage maximal de l'allégement fiscal
10% ou plus mais moins de 21%	25%
21% ou plus mais moins de 41%	35%
41% ou plus mais moins de 61%	45%
61% ou plus	50%

- 6) La formule ci-après est utilisée pour déterminer les bénéfices à l'exportation aux fins du présent article:

$$\frac{E \times B}{S}$$

"E" représentant le produit des ventes à l'exportation du produit agréé;

"B" les bénéfices que l'entreprise a tirés de l'ensemble des ventes du produit agréé pour l'année;

et "S" le produit de toutes les ventes de l'année.

Dividendes

19. 1) Sous réserve du paragraphe 2), les dividendes et autres revenus distribués prélevés sur les bénéfices qu'une entreprise agréée a tirés de la fabrication d'un produit agréé au cours de la période d'exonération fiscale temporaire, sont exonérés de l'impôt sur le revenu lors de leur versement aux actionnaires ou à leurs représentants.

2) Si un actionnaire ne réside pas dans un État membre, l'exonération visée au paragraphe 1) s'applique à la partie de l'impôt qui dépasse le montant dû par l'actionnaire dans son pays de résidence.

Intérêts

20. Les intérêts quels qu'ils soient sur les capitaux d'emprunt et sur toutes autres sommes empruntées par une entreprise agréée, sous forme de découvert, d'obligations ou autre, ne sont pas exonérés de l'impôt sur le revenu lorsqu'ils sont versés à leur bénéficiaire.

PARTIE III

DISPOSITIONS RELATIVES AUX DROITS DE DOUANE

Licence d'importation

21. 1) S'il a acquis la certitude que l'on ne peut trouver des installations, équipements, machines, pièces détachées, matières premières ou leurs composants dans un État membre à des prix et qualités comparables et en quantités suffisantes pour l'exportation, le ministre peut délivrer à une entreprise agréée une licence pour importer de l'extérieur du Marché commun la totalité ou une partie de ces produits.

2) À la réception d'une licence délivrée en application du paragraphe 1), une entreprise agréée peut importer en franchise, de l'extérieur du Marché commun, les installations, équipements, machines, pièces détachées, matières premières ou leurs composants pour la période d'exonération fiscale pertinente visée à l'article 13 ou aux paragraphes 3) ou 4) de l'article 27, si le Contrôleur est convaincu que ces installations, équipements, machines, pièces détachées, matières premières ou leurs composants sont nécessaires:

- a) pour construire, modifier, reconstruire ou agrandir l'entreprise agréée; ou
- b) pour équiper ladite entreprise aux fins de la fabrication d'un produit agréé.

3) Si, après délivrance d'une licence au titre du paragraphe 1), il se produit un changement dans la situation prévue à ce paragraphe, le ministre:

- a) annule la licence; ou
- b) modifie la licence de façon à exclure tout produit visé par le changement.

4) Nonobstant les paragraphes 1), 2) et 3) et l'article 11, une entreprise enclavée peut, jusqu'au moment où elle cesse d'être une entreprise enclavée, importer tout produit y mentionnés sans obtenir de licence au titre du paragraphe 1) dudit article.

Enregistrement et inspection des produits

22. 1) Toute entreprise agréée qui:

- a) importe à Antigua-et-Barbuda de l'extérieur du Marché commun; ou
- b) achète à l'intérieur du Marché commun un produit pour lequel elle s'est vu octroyer une exonération de droits de douane au titre du paragraphe 21 2):

- i) tient un registre des produits ainsi importés ou achetés en se conformant aux prescriptions du Contrôleur quant au mode de présentation et au contenu dudit registre;
- ii) fait apposer sur ces produits toute marque prescrite par le Contrôleur;
- iii) permet au Contrôleur, ou à toute personne habilitée par lui, à toute heure raisonnable, d'inspecter le registre et d'avoir accès à tout établissement ou entrepôt sous son contrôle pour examiner tout produit, lorsque le Contrôleur a des raisons de croire qu'il s'y trouve et veut vérifier l'exactitude des renseignements portés sur le registre.

2) Une entreprise agréée qui contrevient à une disposition quelconque du présent article commet une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende de 3 000 dollars.

Restrictions concernant la vente ou autre cession des produits

23. 1) Un produit acheté par une entreprise agréée au titre de l'article 21 2) ne peut être vendu ou autrement cédé par l'entreprise sauf:

- a) au destinataire du transfert, en cas de transfert de propriété d'une usine appartenant à l'entreprise;
- b) si l'entreprise agréée paie un montant équivalant à celui des droits de douane qui, en l'absence de l'article 21 2), auraient été exigibles à l'importation de ce produit, ou verse une caution garantissant le paiement jugée satisfaisante par le Contrôleur lors de l'importation du produit par l'entreprise; ou
- c) à l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date d'achat du produit.

2) Une entreprise agréée qui contrevient à une disposition quelconque du présent article commet une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende de 3 000 dollars.

PARTIE IV

DISPOSITIONS DIVERSES

Retard dans la mise en construction ou fabrication

24. 1) Si une entreprise agréée omet ou néglige:

- a) de commencer la construction d'une usine au plus tard à la date de construction; ou
- b) de commencer dans son usine la fabrication d'un produit agréé en quantités commercialisables au plus tard à la date de production;

le ministre peut, par un avis écrit, la sommer dans les 30 jours soit:

- i) de commencer, selon le cas, la construction d'une usine ou la fabrication du produit agréé en quantités commercialisables; soit

- ii) de lui prouver de manière convaincante que l'omission ou la négligence est imputable à une cause indépendante de sa volonté et que l'on peut raisonnablement prévoir qu'elle commencera, selon le cas, la construction de l'usine ou la fabrication du produit dans un délai que le ministre juge raisonnable.

2) Lorsqu'une entreprise agréée remplit les conditions de l'alinéa ii) du paragraphe 1), le ministre remplace, par décret, selon le cas, la date de construction ou de production par une autre date qui est précisée, après quoi les dispositions de la présente loi prennent effet comme si la date précisée dans le décret était la date de construction ou de production, selon le cas, indiquée dans le décret pris au titre de l'article 7.

Révocation du décret

25. 1) Le ministre peut, par voie de décret, compte tenu de toutes les circonstances propres à l'affaire et s'il le juge à propos, révoquer un décret pris au titre de l'article 7, si une entreprise agréée:

- a) contrevient à une disposition quelconque de la présente loi ou d'un règlement d'application; ou
- b) omet de se conformer aux prescriptions d'un avis émis au titre de l'article 24.

2) Sous réserve du paragraphe 17 2), dès la révocation d'un décret pris au titre de l'article 7, les dispositions des articles 12 et 20 sont réputées ne s'être jamais appliquées à l'entreprise et, nonobstant toute disposition de la Loi relative à l'impôt sur le revenu et de la Loi sur les droits de douane, l'entreprise verse au Commissaire et au Contrôleur tous montants qui, en l'absence des articles 13 et 21 2), auraient été exigibles au titre de l'impôt sur le revenu et des droits de douane.

3) Nonobstant le paragraphe 2), le ministre peut, s'il pense que le paiement desdits montants causerait des difficultés excessives, ou s'il le juge opportun pour toute autre raison, annuler tout ou partie desdits montants.

4) Tous les montants exigibles au titre du présent article peuvent être recouvrés de la même manière que s'ils étaient des montants dus au titre de la Loi relative à l'impôt sur le revenu ou de la Loi sur les droits de douane, selon le cas.

Restrictions à l'utilisation d'une usine

26. 1) Sous réserve du paragraphe 3), aucune usine appartenant à une entreprise, utilisée ou devant être utilisée pour la fabrication d'un produit agréé, ne peut, au cours de la période d'exonération fiscale temporaire, être utilisée sans l'autorisation préalable du ministre à des fins autres que la fabrication du produit agréé.

2) Toute entreprise qui contrevient aux dispositions du paragraphe 1) commet une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende de 3 000 dollars et, en cas d'infraction continue, d'une amende supplémentaire de 750 dollars pour chaque jour écoulé après la déclaration de culpabilité.

3) Le présent article ne s'applique pas à une entreprise qui cesse d'être une entreprise agréée et pour laquelle tous les montants dus au Commissaire et au Contrôleur au titre de l'impôt sur le revenu et des droits de douane ont été acquittés.

Évaluation du rendement des entreprises

27. 1) Le ministre évalue:
- a) à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de production; et
 - b) par la suite, tous les deux ans, jusqu'à la cessation des avantages accordés aux termes de la présente loi;

le rendement des entreprises agréées autres que les entreprises enclavées, pour déterminer s'il est nécessaire d'en modifier la classification.

- 2) Lorsque, à l'issue d'une évaluation effectuée au titre du paragraphe 1), une entreprise agréée:

Annexe

- a) ne conserve pas sa classification et ne peut être reclassée dans l'un des autres groupes mentionnés dans l'annexe, elle cesse d'être traitée, à compter de la date de l'avis annonçant la décision du ministre émis au titre du paragraphe 5), comme une entreprise agréée aux fins des articles 13 et 21 2);
 - b) conserve sa classification ou est reclassée dans l'un des autres groupes mentionnés dans l'annexe, elle reste entreprise agréée et l'alinéa b) du paragraphe 1) continue à s'appliquer.
- 3) Lorsque, par suite de la reclassification d'une entreprise agréée dans un groupe inférieur, la période d'exonération fiscale temporaire dépasse la période maximale autorisée pour ce groupe, le ministre réduit, par décret, la première période mentionnée pour qu'elle ne dépasse pas la période maximale autorisée pour le groupe inférieur dans lequel l'entreprise agréée a été reclassée.
- 4) Lorsqu'une entreprise agréée est reclassée dans un groupe supérieur, le ministre peut, par décret, prolonger la période d'exonération fiscale temporaire sans qu'elle dépasse la période maximale autorisée pour le groupe dans lequel l'entreprise agréée a été reclassée.
- 5) Le plus tôt possible après l'évaluation effectuée au titre du paragraphe 1), le ministre notifie sa décision à l'entreprise agréée.
- 6) Le présent article ne s'applique pas aux industries à forte intensité de capital.

Transfert du statut d'entreprise agréée

28. 1) Le ministre peut, par avis publié au Journal officiel, transférer le statut d'entreprise agréée à une autre entreprise lorsque:
- a) l'entreprise agréée fusionne avec une autre entreprise, est absorbée par celle-ci, ou fait partie de la reconstruction d'une entreprise; ou
 - b) à son avis, il est juste ou dans l'intérêt public de le faire.
- 2) Avant d'émettre un avis au titre du paragraphe 1), le ministre peut sommer l'entreprise à laquelle le statut d'entreprise agréée doit être transféré de se conformer aux conditions et de prendre les engagements et donner les assurances qu'il juge souhaitables, de la manière qu'il juge appropriée, compte tenu de l'intérêt public.

3) Dès qu'un avis est émis au titre du paragraphe 1), tous les droits, privilèges, avantages, immunités, devoirs et obligations conférés ou imposés à l'ancienne entreprise par la présente loi ou au titre de celle-ci peuvent être transférés à la nouvelle entreprise.

Règlements

29. Le ministre peut établir tout règlement qu'il juge nécessaire afin de donner effet aux dispositions de la présente loi.

Publication au Journal officiel

30. Tout décret pris par le Cabinet ou le ministre en vertu de la présente loi est publié au Journal officiel.

Réserve

Chapitre 14

31. 1) Après l'entrée en vigueur de la présente loi, le ministre ne peut accorder à aucune entreprise le statut d'entreprise pionnière et à aucune personne le statut de fabricant pionnier aux fins de la Loi sur l'aide aux industries pionnières.

2) Si, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, une demande de statut d'entreprise pionnière a été présentée au titre de la Loi sur l'aide aux industries pionnières et que la demande est en instance lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, ladite demande sera traitée comme s'il s'agissait d'une demande de statut de produit agréé ou d'entreprise agréée, selon le cas, présentée au titre de la présente loi, et les dispositions de la présente loi s'appliqueront en conséquence.

ANNEXE

(Article 11)

PÉRIODE D'EXONÉRATION FISCALE TEMPORAIRE

<u>Catégories d'entreprises agréées</u>	<u>Période d'exonération fiscale temporaire</u>
GROUPES	ANNÉES
Entreprise du groupe I	15
Entreprise du groupe II	12
Entreprise du groupe III	10
Entreprise enclavée	15

ANTIGUA-ET-BARBUDA

LA LOI DE 1994 PORTANT CRÉATION DE LA ZONE FRANCHE
ET ZONE INDUSTRIELLE

TABLE DES MATIÈRES

Article

1. Titre abrégé.
2. Interprétation.
3. Création de la Commission.
4. Sceau et procédure de scellage des documents.
5. Acquisition de terrains pour la zone franche et zone industrielle.
6. Désignation d'une zone franche et zone industrielle.
7. Fonctions et pouvoirs de la Commission.
8. Constitution et administration de la Commission.
9. Réunions et procédures de la Commission.
10. Nomination et fonctions du Commissaire.
11. Procédure de demande et d'octroi des licences.
12. Licences.
13. Refus de la Commission d'approuver les activités illégales.
14. Incitations aux détenteurs de licence.
15. Conditions d'emploi dans la zone franche et zone industrielle.
16. Respect de la loi ou des règlements par le détenteur de licence.
17. Protection de l'environnement.
18. Mouvements de biens entrant dans la zone franche et zone industrielle ou en sortant.
19. Établissement d'un poste de douane dans la zone franche et zone industrielle.
20. Imposition de redevances par la Commission.
21. Investissements.
22. Fonds de réserve.

23. Comptes et vérification.
24. Loi et procédure judiciaire.
25. Maintien du secret et non-divulgence des renseignements aux personnes non autorisées.
26. Rapport annuel.
27. Règlement.

N° 12 de 1994.	La Loi de 1994 portant création de la zone franche et zone industrielle	1	ANTIGUA-ET-BARBUDA
----------------	---	---	--------------------

[L. S.]

Je sanctionne la loi suivante:

James B. Carlisle,

Gouverneur général

10 novembre 1994

ANTIGUA-ET-BARBUDA

n° 12 de 1994

LOI portant création d'une zone franche et zone industrielle à Antigua-et-Barbuda et prévoyant son administration et sa gestion.

[24 novembre 1994]

Le Parlement d'Antigua-et-Barbuda édicte ce qui suit:

Titre abrégé et entrée en vigueur

1. La présente loi peut être désignée sous le titre Loi de 1994 portant création de la zone franche et zone industrielle. Elle entre en vigueur le jour que le ministre désigne par avis publié dans le Journal officiel.

Interprétation

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

"CARICOM" s'entend du Marché commun des Caraïbes;

"Chambre" s'entend de la Chambre des représentants;

"Commission" s'entend de la Commission créée aux termes de l'article 3;

"Licence" s'entend d'une licence délivrée par la Commission au titre de l'article 11;

"ministre" s'entend du ministre responsable du commerce;

"réglementaire" s'entend de ce qui est prescrit par la Commission;

"zone franche et zone industrielle" s'entend de la zone désignée comme zone franche et zone industrielle conformément à l'article 6.

Création de la Commission

3. 1) Est créée, aux fins de la présente loi, une Commission connue sous le nom de Commission de la zone franche et zone industrielle.

2) La Commission est une personne morale avec succession perpétuelle et sceau commun, ayant la capacité d'acquérir, de détenir, d'hypothéquer et d'aliéner des biens, de conclure des contrats, de poursuivre et d'être poursuivie sous sa dénomination sociale et de faire tout ce qui est nécessaire aux fins de la présente loi.

3) La signification de tout acte de procédure ou avis à la Commission doit s'effectuer par remise au bureau principal de la Commission.

Sceau et procédure de scellage des documents

4. 1) La Commission a un sceau commun qui est apposé sur tous les actes, documents et autres instruments exigeant le sceau de la Commission.

2) Tout document exigeant le sceau de la Commission est signé en présence du Commissaire ou, en son absence, en présence de la personne nommée par le ministre pour agir comme Commissaire et d'un autre membre de la Commission autorisé à agir à ce titre, lesquels signeront tous les documents sur lesquels est apposé le sceau; leurs signatures sont une preuve suffisante que le sceau a été dûment apposé et qu'il constitue le sceau légitime de la Commission.

Acquisition de terrains pour la zone franche et zone industrielle

5. Dans le but de créer une zone franche et zone industrielle, le Gouverneur général peut céder à la Commission un intérêt à bail afférent à une terre vacante de la Couronne; toutefois, l'intérêt ne peut être cédé que pour une durée maximale de quatre-vingt-dix-neuf (99) années.

Désignation d'une zone franche et zone industrielle

6. Le ministre peut, avec l'autorisation du Cabinet et par avis publié dans le Journal officiel, désigner la zone acquise par la Commission comme une zone franche et zone industrielle aux fins de la présente loi.

Fonctions et pouvoirs de la Commission

7. 1) Sous réserve des dispositions de la présente loi, la Commission peut développer et maintenir, ou faire développer ou maintenir, toute terre désignée comme une zone franche et zone industrielle, aux fins de son utilisation par des détenteurs de licence en conformité avec l'article 11.

2) La Commission peut, avec l'autorisation du ministère approprié, faire construire, installer ou livrer l'infrastructure nécessaire dans la zone franche et zone industrielle. Ladite infrastructure comprend notamment ce qui suit:

- a) la construction des routes et autoroutes nécessaires pour donner à la zone franche et zone industrielle accès aux ports de mer et aéroports internationaux existants;
- b) la construction de centrales et lignes d'énergie électrique;
- c) l'installation et l'entretien des lignes de télécommunication essentielles à l'exploitation de la zone franche et zone industrielle;
- d) l'installation et l'entretien des conduites d'eau et des installations de traitement des eaux usées;
- e) l'installation et l'entretien d'un port et l'établissement de postes de douane et d'accise.

3) La Commission peut, avec l'autorisation du ministère approprié, conclure des contrats avec des tiers afin que ceux-ci exercent les fonctions énoncées au présent article.

4) La Commission peut, dans l'exercice de ses fonctions prévues à la présente loi, délivrer des licences aux personnes autorisées afin qu'elles exploitent des entreprises dans la zone franche et zone industrielle.

5) Le ministre peut donner par écrit à la Commission les directives qu'il juge nécessaires à la mise en œuvre de la présente loi et la Commission applique lesdites directives.

Constitution et administration de la Commission

8. La Commission est constituée des personnes suivantes:

- a) le Commissaire nommé au titre de l'article 10;
- b) un président nommé par le ministre avec l'autorisation du Cabinet;
- c) quatre autres personnes nommées par le ministre avec l'autorisation du Cabinet.

Réunions et procédures de la Commission

9. 1) Les procédures et réunions de la Commission sont conformes aux règles énoncées à l'annexe.

2) Le ministre peut, avec l'autorisation du Cabinet, modifier l'annexe par règlement.

Nomination et fonctions du Commissaire

10. 1) Pour les fins de la présente loi, le Commissaire est nommé par le ministre avec l'autorisation du Cabinet.

2) Le Commissaire est l'administrateur en chef de la Commission et, sous réserve de la présente loi, exerce les autres fonctions ordonnées par écrit par la Commission.

3) Si le Commissaire est absent ou incapable, pour quelque motif que ce soit, d'exercer ses fonctions, le ministre peut, avec l'autorisation du Cabinet, nommer une autre personne pour agir comme Commissaire.

Procédure de demande et d'octroi des licences

11. 1) Sous réserve de l'article 12 1), toute personne ou société peut demander au Commissaire, en utilisant la forme prescrite, d'établir et d'exploiter une industrie ou d'exercer une activité commerciale dans une zone franche et zone industrielle.

2) Le Commissaire, dans les 14 jours de la réception d'une demande visée par le présent article, soumet la demande à l'examen et à l'agrément de la Commission.

3) La Commission peut, dans l'exercice de ses fonctions prévues au présent article, retenir les services d'un consultant.

4) Si la Commission est convaincue que le commerce ou l'entreprise décrite dans la demande n'est pas expressément interdite par la loi, sous réserve de l'article 17 3) et sur paiement du droit

réglementaire, elle approuve la demande et délivre au demandeur, dans les 14 jours dudit paiement, une licence autorisant le demandeur à établir et exploiter au sein de la zone franche et zone commerciale le commerce ou l'entreprise précisée dans la licence.

5) Si la Commission refuse d'approuver la demande, elle en informe le demandeur par écrit dans les 14 jours de sa décision.

6) La licence peut être accompagnée de conditions que la Commission estime nécessaires et prévoyant notamment ce qui suit:

- i) le délai dans lequel la personne ou société doit commencer l'exploitation;
- ii) le montant minimum d'investissement dans la zone franche et zone industrielle; et
- iii) l'engagement, dans chaque contrat d'emploi, de rémunérer toute personne employée dans la zone franche et zone industrielle en devises approuvées par la Commission.

7) Le ministre publie dans le Journal officiel le nom des personnes s'étant vu conférer une licence au titre de la présente loi.

Licences

12. 1) Une personne détenant une licence d'exploitation dans une zone franche et industrielle a le droit d'exercer toute activité industrielle ou commerciale qui n'est pas expressément interdite par la loi.

2) Ladite activité industrielle ou commerciale peut notamment comprendre ce qui suit:

- a) l'engagement à offrir, dans la zone franche et industrielle, des sociétés de services de financement, d'entretien, d'approvisionnement ou autres pouvant favoriser l'exercice efficace des opérations industrielles et commerciales au sein de la zone franche et industrielle;
- b) la vente et l'échange de biens et services entre lesdites sociétés au sein de la zone franche et industrielle.

Refus de la Commission d'approuver les activités illégales

13. 1) Au moment d'examiner la demande de licence présentée au titre de l'article 11, la Commission s'assure de n'approuver aucune activité industrielle ou commerciale interdite par la loi.

2) Aucune personne ne peut exercer une activité industrielle ou commerciale au sein d'une zone franche et industrielle à moins de détenir une licence délivrée par la Commission et de s'y conformer.

3) La Commission peut révoquer la licence de toute personne qui contrevient aux dispositions du présent article ou des règlements d'application ou aux conditions jointes à la licence.

4) Au moment de décider d'octroyer une licence, la Commission tient compte notamment de la mesure dans laquelle le commerce, l'entreprise ou la manufacture à l'égard de laquelle la licence est demandée est active dans la zone franche et industrielle.

5) Quiconque contrevient au paragraphe 2) commet une infraction et encourt, sur déclaration sommaire de culpabilité, une amende de 100 000 dollars; en outre, le tribunal peut ordonner que les

biens, machines ou marchandises de ladite personne se trouvant au sein de la zone franche et industrielle soient confisqués par la Commission.

Incitations aux détenteurs de licence

14. Malgré toute loi contraire et uniquement sous réserve de la présente loi, le détenteur d'une licence qui est en vigueur:

- a) a le droit d'établir et d'exercer l'activité industrielle ou commerciale précisée dans la licence sans avoir à obtenir de permis ou d'autres licences à cet égard;
- b) est exonéré des taxes ou des prélèvements perçus par le gouvernement à l'égard de toute activité industrielle ou commerciale exercée dans la zone franche et zone industrielle;
- c) est exonéré des taxes et autres droits sur les machines, équipements, pièces détachées, matériaux de construction et autres articles importés pour construire et exploiter des installations dans la zone franche et zone industrielle;
- d) est exonéré des droits et autres taxes sur les matières premières et autres biens importés qui doivent être incorporés dans les marchandises produites ou assemblées dans la zone franche et zone industrielle ou utilisés dans le cadre de la prestation de services dans cette zone;
- e) est exonéré de l'impôt sur le revenu et d'autres taxes de toutes sortes, à l'exception des cotisations aux régimes de sécurité sociale et de maladie ainsi que des taxes scolaires, sur les gains réalisés par toute personne du fait qu'elle exerce une activité industrielle ou commerciale dans la zone franche et zone industrielle;
- f) est exonéré des taxes à l'exportation ou des prélèvements perçus sur les marchandises, articles ou choses produites ou fabriquées par un détenteur de licence dans la zone franche et zone industrielle qui sont exportées d'Antigua-et-Barbuda;
- g) est exonéré des taxes de toute nature sur le rapatriement des bénéfices réalisés dans la zone franche et zone industrielle.

Conditions d'emploi dans la zone franche et zone industrielle

15. 1) Sous réserve du présent article, toute personne qui n'est pas un citoyen d'Antigua-et-Barbuda doit détenir un permis de travail spécial pour travailler dans la zone franche et zone industrielle.

2) Les demandes relatives à l'emploi d'un non-citoyen sont présentées à la Commission sous la forme réglementaire et avec indication des renseignements requis par règlement par le ministre.

3) S'il est convaincu qu'aucune personne à Antigua-et-Barbuda ne possède les habiletés ou compétences nécessaires, le ministre peut approuver la demande et obtenir le permis de travail requis pour l'employé proposé.

4) Malgré le paragraphe 3), le Cabinet peut approuver la demande de toute autre personne.

5) Tous les employeurs et employés d'une zone franche et zone industrielle sont assujettis aux lois en vigueur à Antigua-et-Barbuda.

6) Tout détenteur de licence qui engage un employé de l'extérieur d'Antigua-et-Barbuda est, à l'expiration du contrat de l'employé, responsable de son rapatriement et, à la demande de la Commission ou du gouvernement, rapatrie ledit employé.

Respect de la loi ou des règlements par le détenteur de licence

16. 1) Sauf lorsque la présente loi prévoit expressément une exemption, le détenteur de licence se conforme à la présente loi, aux règlements pris en application de celle-ci ou aux conditions jointes à la licence.

2) Sans qu'il soit porté atteinte au paragraphe 1) ou aux règlements pris en application de la présente loi, le détenteur de licence:

- a) prend des mesures raisonnables pour protéger la santé et la sécurité de ses employés;
- b) s'engage à ne pas tenir la Commission responsable de toute perte qu'il subit en raison ou par suite du défaut d'un service dans la zone franche et zone industrielle se rapportant à l'alimentation en eau, à l'électricité, au traitement des eaux usées, aux télécommunications ou à d'autres services normalement fournis à la zone franche et zone industrielle ou au sein de celle-ci et qui ne sont pas sous le contrôle de la Commission;
- c) obtient et maintient une assurance-responsabilité pour le montant réglementaire à l'égard de tout préjudice ou dommage occasionné ou subi par une personne et ses biens dans une zone franche et zone industrielle alors que cette personne se trouve sur les lieux dans lesquels le détenteur de licence exploite une entreprise ou utilise les approches communes contiguës à ces lieux;
- d) s'engage à ne pas tenir la Commission responsable de toute perte ou dommage aux biens, articles, machines et choses situés sur les lieux qu'il occupe dans la zone franche et zone industrielle et de toute perte ou dommage découlant des actes ou omissions des autres détenteurs de licence;
- e) obtient et maintient, à l'égard de ses employés dans une zone franche et zone industrielle, une assurance contre les accidents du travail et s'assure également que tous les mandataires ou entrepreneurs qu'il engage pour effectuer des travaux pour son compte dans la zone franche et zone industrielle obtiennent une assurance similaire.

Protection de l'environnement

17. 1) Le ministre, en consultation avec le ministre responsable de l'environnement, peut, avec l'autorisation du Cabinet, prendre des règlements établissant des lignes directrices visant la protection et la préservation de l'environnement.

2) Tout règlement pris en application du présent article peut comprendre une condition relative à la fourniture d'installations adéquates par le détenteur de licence en vue de l'élimination des déchets industriels et commerciaux dans une zone franche et zone industrielle.

3) La Commission n'approuve aucune demande de licence présentée au titre de la présente loi à moins qu'elle ne soit convaincue que le demandeur a pris des engagements adéquats à l'égard de l'élimination des déchets que peuvent produire les activités qu'il doit exercer.

- 4) Le détenteur de licence s'engage, avant de commencer l'exploitation dans une zone franche et zone industrielle, à respecter les règlements pris en application du présent article.

Mouvements de biens entrant dans la zone franche et zone industrielle ou en sortant

18. 1) Le ministre responsable des douanes et de l'accise peut, après consultation auprès de la Commission, prendre des règlements se rapportant à ce qui suit:

- a) l'entrée, le renvoi, l'importation et l'exportation de biens, d'articles, de machines ou d'autres choses entrant dans une zone franche et zone industrielle ou en sortant;
- b) la saisie et confiscation de biens, d'articles, de machines ou d'autres choses destinées à une zone franche et zone industrielle, y entrant ou en sortant, en contravention avec la réglementation douanière.

- 2) Pour les fins du présent article:

- a) les biens, articles, machines et autres choses fabriqués, transformés ou assemblés par un détenteur de licence et exportés de la zone franche et zone industrielle vers une autre zone à Antigua-et-Barbuda sont considérés comme:
 - i) des exportations en provenance d'un pays qui n'est pas membre de la CARICOM vers Antigua-et-Barbuda;
 - ii) des importations à Antigua-et-Barbuda en provenance d'un pays qui n'est pas membre de la CARICOM.

- 3) Les biens et services vendus par des sociétés à l'intérieur d'Antigua-et-Barbuda et envoyés dans la zone franche et zone industrielle sont considérés comme des importations dans la zone franche et zone industrielle et des exportations en provenance d'Antigua-et-Barbuda.

- 4) Sauf lorsque la loi prévoit expressément une exemption, les exportations et importations de biens, d'articles, de machines ou d'autres choses visées par le présent article sont assujetties aux lois relatives à l'exportation et l'importation de ces biens, articles, machines ou autres choses.

Établissement d'un poste de douane dans la zone franche et zone industrielle

19. 1) Le ministre responsable des douanes et de l'accise peut, après consultation auprès de la Commission, faire établir un poste de douane dans une zone franche et zone industrielle et affecter audit poste les agents de douane qu'il juge indiqués.

- 2) Les agents de douane affectés à un poste de douane dans une zone franche et zone industrielle exercent les fonctions qui leur sont assignées, notamment celles qui suivent:

- a) inspecter, surveiller et enregistrer l'entrée de tous les biens dans les zones franches et zones industrielles, y compris ce qui suit:
 - i) les noms de l'importateur et de l'exportateur;
 - ii) la description des biens et leur valeur déclarée;
 - iii) le pays d'origine des biens;

- b) inspecter, surveiller et enregistrer la sortie de tous les biens d'une zone franche et zone industrielle, y compris ce qui suit:
 - i) les noms de l'exportateur et de l'importateur ou du consignataire;
 - ii) la description des biens ou services exportés ou en consignment et la valeur déclarée de ces biens;
 - iii) la destination des biens.
- 3) À la fin de chaque mois, l'agent responsable du poste de douane dans la zone franche et zone industrielle présente au ministre responsable des douanes et de l'accise et à la Commission un rapport concernant les renseignements enregistrés aux termes du paragraphe 2).
- 4) Le ministre responsable des douanes et de l'accise peut, après consultation auprès de la Commission, imposer les droits qu'il juge indiqués pour la manutention et d'autres services douaniers fournis dans la zone franche et zone industrielle.

Imposition de redevances par la Commission

- 20. 1) La Commission impose les redevances qu'elle détermine aux personnes suivantes:
 - a) toute personne avec laquelle elle a conclu un contrat en vue du développement et du maintien d'une zone utilisée comme zone franche et zone industrielle;
 - b) tout détenteur de licence exerçant des activités industrielles ou commerciales dans une zone franche et zone industrielle.
- 2) La Commission peut, de temps à autre, examiner toute entente conclue au titre du présent article après consultation auprès du ministre; toutefois, ladite entente est, en tout cas, examinée tous les cinq ans.
- 3) Si des redevances demeurent impayées à la date d'échéance, le détenteur de licence verse, sur la totalité des montants arriérés, un intérêt au jour le jour, à un taux de 1 pour cent au-dessus du taux d'escompte.
- 4) Tout entrepreneur ou détenteur de licence qui fait défaut de payer, à la date d'échéance, les redevances déterminées par la Commission à l'égard de son entreprise, est réputé contrevenir à une condition de sa licence, que la Commission peut alors révoquer.
- 5) Une licence révoquée au titre du présent article ne peut être rétablie que lorsque la totalité des redevances arriérées et les intérêts accumulés pour le non-paiement de ces redevances sont réglés.

Investissements

- 21. Les recettes de la Commission sont utilisées aux fins suivantes:
 - a) le paiement des dépenses de la Commission;
 - b) les investissements approuvés par le Cabinet;

- c) les versements au fonds de réserve; et
- d) le versement du solde au Fonds consolidé.

Fonds de réserve

22. La Commission établit un fonds de réserve utilisé à des fins approuvées par le ministre responsable des finances.

Comptes et vérification

23. 1) La Commission tient les comptes de ses opérations à la satisfaction du ministre responsable des finances; lesdits comptes sont vérifiés chaque année par le Directeur de la vérification ou par une autre personne nommée à cette fin par le ministre.

2) Les membres, fonctionnaires et employés de la Commission donnent accès au Directeur de la vérification ou à toute autre personne nommée au titre du présent article pour vérifier les comptes de la Commission, à tous les livres, documents, espèces et valeurs de la Commission et lui fournissent sur demande tous les renseignements qu'ils possèdent à l'égard du fonctionnement de la Commission.

Loi et procédure judiciaire

24. 1) Les lois d'Antigua-et-Barbuda s'appliquent à tout contrat entre la Commission et un détenteur de licence, de même qu'à la direction et l'exploitation de tout commerce ou entreprise et, de façon générale, au maintien de l'ordre et à la gestion dans la zone franche et zone industrielle.

2) Toute personne qui n'est pas satisfaite d'une décision de la Commission peut tout d'abord interjeter appel de la décision auprès du ministre.

3) Lorsqu'un détenteur de licence estime avoir subi un préjudice en raison:

- a) d'une décision du ministre; ou
- b) d'une mesure prise par le ministre ou le gouvernement en contravention avec la présente loi, une entente conclue entre la Commission et le détenteur de licence ou une condition jointe à la licence;

il peut interjeter appel de la décision ou mesure auprès de la Haute Cour dans les 30 jours suivant réception de la décision ou de l'avis de la mesure et signifier au Commissaire un avis écrit signé par lui ou son procureur indiquant qu'un appel à l'encontre de la décision a été interjeté.

4) Dès réception de l'avis d'appel, le Commissaire fait parvenir à la Haute Cour une copie de la décision ou de l'avis de la mesure prise ainsi que tous les documents qui s'y rapportent.

5) Lors de l'appel, la Cour peut rendre l'ordonnance qu'elle juge indiquée, y compris une ordonnance relative aux dépens.

6) À moins que la Cour n'en décide autrement, la décision révoquant une licence demeure en vigueur jusqu'à ce qu'elle soit modifiée par ordonnance du tribunal.

Maintien du secret et non-divulgateion des renseignements aux personnes non autorisées

25. 1) Sauf avec le consentement du détenteur de licence ou en cas d'autorisation par la loi, aucun fonctionnaire, mandataire, consultant ou procureur de la Commission, ni aucun agent de douane ou d'immigration affecté à une zone franche et zone commerciale, ne divulgue les renseignements qu'il peut avoir obtenus dans le cadre de son obligation envers un tiers.

2) Quiconque contrevient au présent article commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité, une amende de 50 000 dollars ou un emprisonnement de cinq ans, ou l'une et l'autre de ces peines.

Rapport annuel

26. La Commission prépare et présente au ministre, dans les trois mois suivant l'expiration de chaque exercice de la Commission ou dans le délai supérieur que peut accorder le ministre, un rapport:

- a) traitant, de façon générale, des activités de la Commission au cours de son dernier exercice;
- b) contenant des renseignements se rapportant aux travaux et à la politique de la Commission qui, à son avis, peuvent être rendus publics sans qu'il soit porté atteinte aux intérêts de la Commission; et
- c) comprenant notamment le relevé des comptes vérifiés conformément aux dispositions de l'article 23.

2) Le ministre fait déposer à la Chambre une copie du rapport, accompagnée du relevé de compte annuel et du rapport de la personne ayant procédé à la vérification des comptes visés par ledit relevé et les comptes de la Commission.

3) Les copies du rapport de la Commission, accompagnées du relevé de compte annuel et du rapport de la personne ayant procédé à la vérification des comptes visés par ledit relevé et les comptes de la Commission, sont publiées de la manière ordonnée par le ministre.

Règlement

27. 1) Le ministre peut, avec l'autorisation du Cabinet, prendre des r  glementes se rapportant à ce qui suit:

- a) la gestion, la surveillance, le contrôle et l'exploitation d'une zone franche et zone industrielle;
- b) les conditions d'exploitation auxquelles sont assujettis les détenteurs de licence dans une zone franche et zone industrielle;
- c) le remboursement à la Commission, par un détenteur de licence ou par toute personne avec laquelle la Commission a conclu un contrat en vue du développement, du maintien et de l'exploitation d'une zone franche et zone industrielle, des dépenses engagées par la Commission dans le cadre de la prestation de services dans la zone franche et zone industrielle;

- d) les mesures qui peuvent être prises pour garantir le paiement des redevances et droits;
 - e) les mesures qui peuvent être prises pour veiller à l'exécution de la présente loi, des règlements pris en application de celle-ci ou des conditions jointes à une licence;
 - f) le transport, l'entreposage, l'étiquetage et l'emballage de marchandises destinées à une zone franche et zone industrielle ou en provenance de celle-ci;
 - g) l'octroi de permis, de licences et d'autorisations; et
 - h) la meilleure application et mise en œuvre de la présente loi.
- 2) La Commission peut, avec l'autorisation du ministre, prendre des règlements municipaux à l'égard de ce qui suit:
- a) la construction d'édifices, d'usines, de ports et d'autres structures nécessaires dans la zone franche et zone industrielle;
 - b) la prestation de services publics et les taux imposés pour les services fournis;
 - c) la construction, l'utilisation et l'entretien des routes, ports et autres installations fournies au sein d'une zone franche et zone industrielle.

ANNEXE

Article 9

Réunion de la Commission

1. La Commission tient ses réunions aux date, heure et lieu déterminés par le Président.
2. Toutes les réunions sont présidées par le Commissaire ou, si le Commissaire est absent ou incapable, pour quelque motif que ce soit, d'assister à une réunion de la Commission, par la personne nommée par le ministre.
3. Toutes les décisions du Conseil sont prises à la majorité des membres présents et votants.
4. Le Commissaire et deux autres membres constituent un quorum aux fins de l'exercice des activités de la Commission.
5. Le Commissaire nomme l'un de ses employés au titre de Secrétaire de la Commission.
6. Le Secrétaire tient un registre des procès-verbaux dans lequel il enregistre toutes les décisions de la Commission.
7. Toutes les décisions de la Commission sont signées par le Commissaire ou, en son absence, par la personne nommée par le Cabinet pour agir en son nom.
8. La Commission peut, à sa discrétion, communiquer les décisions de nature générale à l'ensemble des détenteurs de licence, mais elle communique toute décision touchant une personne à cette dernière dans un délai de 14 jours.

9. La Commission peut établir ses propres règles et procédures.

Adoptée par la Chambre des représentants
le 29 août 1994.

B. Harris,
Président.

S. Walker,
*Greffier suppléant de la Chambre
des représentants.*

Adoptée par le Sénat
le 4 octobre 1994.

M. Percival,
Président.

S. Walker,
Greffier suppléant du Sénat.
